

Ben & Jerry's poursuit en justice sa maison-mère afin de geler les ventes en Israël

Description

Ali Abunimah, le 5 juillet 2022



Ben & Jerry's est déterminé à défendre sa décision de cesser la vente de ses glaces dans les colonies israéliennes implantées sur des terres palestiniennes en Cisjordanie occupée. (Richard B. LevineNewscom)

Ben & Jerry's poursuit en justice sa maison mère Unilever, pour bloquer la vente de sa marque et de ses droits en Israël à une compagnie israélienne qui vend ses produits dans les colonies de Cisjordanie occupée.

Le fabricant de glaces demande aussi à un tribunal fédéral de New York qu'il lance une injonction d'urgence pour arrêter le transfert de tout actif de Ben & Jerry's à AQP, l'entreprise israélienne, et à son propriétaire, Avi Zinger.

Cette initiative est un nouveau coup porté à ce qu'Israël prétend, savoir qu'il aurait forcé une annulation de la décision de Ben & Jerry's de mettre fin à son contrat de licence avec AQP afin de cesser les ventes de ses glaces dans des colonies bâties sur de la terre palestinienne.

La construction de colonies par Israël sur un territoire occupé est un crime de guerre qui fait [actuellement l'objet d'une enquête](#) de la Cour Pénale Internationale.

Il y a [un consensus international croissant](#) selon lequel avoir des activités économiques dans ou avec les colonies contribue inévitablement aux violations systématiques des droits des Palestiniens par Israël.

La semaine dernière, Unilever a [annoncé](#) qu'il vendait la marque Ben & Jerry's en Israël à AQP, son concessionnaire local qui fabrique et vend ces produits depuis des décennies, y compris dans les colonies.

Zinger [a promis](#) de continuer à vendre ce produit dans tous les territoires contrôlés par Israël, y compris dans les colonies.

Yair Lapid, le premier ministre d'Israël, a déclaré que ce marché était une « victoire » d'Israël contre BDS, le mouvement de direction palestinienne de boycott, de désinvestissement et de sanctions pour la liberté, la justice et l'égalité.

Mais Ben & Jerry s'a rapidement annoncé qu'il désapprouvait la décision d Unilever.

 « Nous continuons   penser que la vente de nos glaces dans le territoire palestinien occupé est incohérente avec nos valeurs  » a dit la compagnie.

Maintenant, Ben & Jerry joint le geste   la parole. La question centrale de la plainte est l accord d acquisition que le fabricant de glace du Vermont a signé lorsqu Unilever l a acheté en 2000.

En vertu de cet accord, Ben & Jerry a conservé un Conseil d administration indépendant. D apr s le [site internet](#) de la firme, le Conseil   a le pouvoir de protéger et défendre l  galit  et l int grit  de la marque Ben & Jerry s'  ».

Dans la plainte déposée mardi en justice, le fabricant de glaces déclare qu Unilever a annoncé la vente de son nom et de son actif en Israël   AQP     cause de l objection du Conseil indépendant de Ben & Jerry s'  », en violation de l accord d acquisition.

Le dossier réaffirme aussi que le Conseil indépendant   est parvenu   montrer que les ventes de glaces Ben & Jerry s' en Cisjordanie sont incohérentes avec les valeurs de l entreprise  , raison pour laquelle cette dernière a voulu rompre son accord de licence tout d abord avec AQP.

Le fabricant de glaces avance que la tentative d Unilever pour forcer Ben & Jerry s'   renoncer   sa marque et   ses droits en Israël,   une entreprise qui fait du commerce dans les colonies   entraînera de la confusion chez les clients de Ben & Jerry s' et parmi les consommateurs plus largement  ».

Le dossier de plainte ajoute que la vente va   ternir l int grit  de la marque Ben & Jerry s' en sapant l engagement de longue date de Ben & Jerry s' pour la paix et la justice sociale et qu elle menace d alt rer la bienveillance des consommateurs   construite pendant des décennies.

Le coup de force d Unilever, tout comme les cris de Victoire de dirigeants israéliens, semblent n avoir eu pour effet que de renforcer la détermination du fabricant de s en tenir   sa décision.

Le Conseil de Ben & Jerry s' a [voté par 5 voix contre 2](#) la décision de poursuivre sa maison-mère, seuls les deux représentants d Unilever s y étant opposés.

Dans son action en justice, l entreprise affirme que sa décision de cesser les ventes de ses produits en Cisjordanie occupée est pleinement soutenue par ses fondateurs, Ben Cohen et Jerry Greenfield.

 « Si nous n avons plus aucun contrôle opérationnel sur l entreprise que nous avons fondée en 1978, nous sommes fiers de son action et nous pensons qu elle est du bon côté de l histoire  », [ont écrit](#) l an dernier dans le *New York Time* les deux fondateurs dont les noms apparaissent toujours sur chaque boîte de glace de l entreprise.

Traduction SF pour l Agence Media Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date crĂ©e
2022/07/08